1900

Campagne Electorale

LE TORYISME
Voilà l'Ennemi !

IMPORTANCE

DE LA

Prochaine Election

ET

L'avenir du pays

1900

Campagne Electorale

LE TORYISME
Voilà l'Ennemi !

IMPORTANCE

DE LA

Prochaine Election

ET

L'avenir du pays

Importance de la prochaine Election

Il s'agit de l'avenir du Pays

L'importance de la prochaine élection ne saurait échapper à personne. Il ne s'agit pas aujourd'hui de protection ou de libre échange, d'intérêt purement matériels : l'avenir même de la nation canadienne est en cause.

Depuis le soir du 23 juin 1896, nos adversaires ont résolu de demander à la population anglaise de ce pays de donner ses suffrages contre le cabinet dont Sir Wilfrid Laurier est le chef, **parce que** le premier-ministre est un Canadien-français.

Dans un discours prononcé à Winnipeg durant la campagne électorale Sir Charles Tupper s'était écrié, en s'adressant à l'auditoire anglo-saxon devant lequel il portait la parole : " Allez-vous me préférer un Canadien-français et un catholique ? "

"Where was the man with a head on his shoulder and brain in that head who would say that in the interests of the national schools it was wise to turn out the present Government and put in power a Roman Catholic and Frenchman as Premier ? "

(*Traduction*)

" Où est-il l'homme, ayant une tête sur les épaules et de l'intelligence dans cette tête qui peut dire que dans l'intérêt des écoles publiques, il serait sage de renverser le gouvernement actuel pour mettre au pouvoir un catholique romain et un Canadien-français comme premier ministre ? "

Ce funeste appel aux passions et aux préjugés de races et de religion, est devenu le programme du parti conservateur.

Nos adversaires, oubliant que la province de Québec a tenu au pouvoir Sir John A. Macdonald pendant près d'un quart de siècle, vouent aux gémonies les Canadiens-français, parce qu'ils ont donné leur confiance à Sir Wilfrid Laurier.

Dans toutes les provinces anglaises le mot d'ordre est : " Pas de premier ministre français."

Si cette politique d'ostracisme de toute une race devait triompher, c'en serait fait de la paix et de la concorde dans la Confédération. Car notre pays ne peut avoir de vie nationale si toutes les nationalités n'y jouissent de droits égaux.

Nous avons résolu, pour éclairer l'opinion, pour mettre chaque électeur en état de juger en connaissance de cause, de placer sous les regards de nos concitoyens quelques-uns des écrits et des discours de Sir Charles Tupper et de ses partisans. Sir Charles et son entourage, son état-major, ses organisateurs, n'ont d'autre cri de guerre que la diffamation persévérante qu'ils ont entreprise contre les Canadiens-français, contre leurs hommes publics. D'un bout du Canada à l'autre, nous sommes représentés comme une race inférieure et déloyale, indigne de jouir des privilèges de la citoyenneté britannique.

Quand les hommes de bonne foi auront lu les propos tenus à notre adroit d'une manière systématique et persévérante par les chefs du parti tory, nous avons la conviction profonde qu'ils ne prendront point la responsabilité de sanctionner par leurs votes la politique dangereuse adoptée par les adversaires du cabinet Laurier.

La Presse Tory

Les journaux les plus importants du parti tory sont "Le Mail and Empire," le "News," de Toronto, l' "Evening Telegram," de Winnipeg ; le " Spectator " de Hamilton ; le " Star," de Montréal, le " Citizen " d'Ottawa.

L'*Evening Telegram* est l'organe personnel de M. Hugh John Macdonald, qui en a le contrôle absolu.

Le *Mail and Empire* et l'*Evening News* sont publiés sous la direction de l'organisation conservatrice d'Ontario.

Le *Hamilton Spectator* vient en importance immédiatement après le *Mail and Empire*, dans notre province-sœur.

Tout le monde sait que le *Star* et M. Hugh Graham, son propriétaire. sont le centre de l'activité conservatrice dans la campagne actuelle.

C'est dans les bureaux de ce journal que Sir Charles a réorganisé le parti dont il est le chef. M. Dalby, rédacteur en chef du *Star*, est l'organisateur en chef du parti tory dans la Puissance. C'est M. Dalby et M. Crathern qui prélèvent pour le bénéfice de Sir Charles Tupper et de son parti, le fonds électoral au moyen duquel ils espèrent battre en brèche le cabinet Laurier.

Si Sir Wilfrid et ses collègues étaient renversés, ce sont les gens du *Star* qui formeraient l'administration et en dicteraient la politique.

Il n'est pas besoin de longs commentaires pour faire comprendre à l'opinion publique éclairée ce que cela signifie.

Nous avons bien souvent entendu dans ces derniers mois des conservateurs influents dire tout hant que le *Star* est l'un des journaux les plus dangereux qui aient jamais été publiés en ce pays.

Nous sommes de leur avis : M. Graham et ceux qui l'entourent sont gens à ne reculer devant aucun moyen, si condamnable qu'il soit, pour arriver à leurs fins.

On n'oubliera pas de sitôt que le mouvement révolutionnaire qui faillit amener la guerre civile dans les rues de Montréal, avait été organisé dans les bureaux de M. Graham.

Le *Star* est un véritable ennemi de la paix publique.

En 1896, M. Graham et le *Star* avaient été tout près de donner leur concours à Sir Wilfrid Laurier. A la dernière heure, les formidables influences qui se rangèrent contre M. Laurier et son parti, firent perdre confiance à M. Graham, et il se jeta du côté de Sir Charles Tupper.

Le scrutin du 23 juin fut un coup de foudre pour le *Star*, qui résolut de s'en venger en en appelant à la majorité protestante contre Sir Wilfrid Laurier, à cause de sa nationalité et de sa foi religieuse.

Le *Star* est un journal à très grande circulation, et il est étonnant que la campagne qu'il a faite depuis 1896 n'ait pas produit des résultats plus dommageables à la cause du parti libéral. Mais cette campagne a été tellement imprégnée de haine qu'elle n'a pas eu l'effet que ses auteurs en espéraient.

Le "Mail & Empire," publié à Toronto, est un journal essentiellement anti-français. La politique qu'il poursuit date d'une quinzaine d'années.

M. Bunting, qui en était autrefois le directeur, demanda un jour à Sir John A. Macdonald de le faire sénateur. Sir John ne crut pas devoir se rendre à sa demande. Une querelle s'ensuivit et le "Mail" résolut de faire la guerre à Sir John A. Macdonald. Dans l'espoir de tirer vengeance de l'éminent homme d'état, il entreprit de soulever la province d'Ontario contre lui en l'accusant d'être l'instrument des Canadiens-français. Il se livra à une campagne d'effroyables diffamations contre notre province, contre nos institutions religieuses et civiles, contre les Canadiens-français en général.

Sir John A. Macdonald, qui n'était pas facile à intimider, fonda à grands frais, en opposition au "Mail," l'"Empire."

Le "Mail" avait coûté au parti conservateur au-delà de $500,000. A la mort de Sir John A. Macdonald, "l'Empire," qui ne paya jamais ses frais, disparut, et le "Mail" devint l'organe en chef du parti conservateur. Sa rédaction resta la même. La politique du journal resta aussi la même,

c'est-à-dire la diffamation des Canadiens-français et de la province de Québec. "L'Evening News" est l'édition du soir du "Mail & Empire."

Il n'y a pas dans toute la presse conservatrice anglaise un seul journal qui proteste contre la politique adoptée par le "Mail & Empire," par le "Star," par le "Hamilton Spectator." Au contraire, tous les organes de nos adversaires prennent le mot d'ordre de ces journaux, qui, eux-mêmes, agissent, sans aucun doute, sous la direction et avec la sanction de Sir Charles Tupper et de ses conseillers immédiats.

La fondation du "Journal"

Dans les derniers mois il a été établi à Montréal une gazette qui s'appelle *Le Journal.*

Elle est imprimée dans les ateliers du *Star*, c'est-à-dire de M. Hugh Graham.

Le Journal est en très grande partie la propriété de M. Graham lui-même. C'est M. Graham, c'est M. Dalby, c'est-à-dire les têtes dirigeantes de l'organisation conservatrice à Montréal, qui ont formé la compagnie de publication du *Journal.*

C'est la première fois dans notre histoire politique qu'un journal français entreprend de donner des conseils à nos compatriotes tout en étant la propriété de capitalistes d'origine anglaise.

M. Hugh Graham, M. Dalby, sont les bailleurs de fonds du parti dont Sir Charles Tupper est le chef. Et c'est là la raison pour laquelle ils ont le contrôle du *Journal.*

Ce n'est point faire appel aux préjugés que de demander aux Canadiens-français si leurs intérêts sont en mains bien dévouées quand c'est M. Hugh Graham et son entourage qui ont accaparé tous les moyens d'influence et d'action dans le parti conservateur.

Il nous est impossible d'oublier que c'est *Le Star* qui, durant les jours d'excitation de la guerre du Transvaal, fut à deux doigts de provoquer une effusion de sang dans les rues de la ville de Montréal.

C'est l'organisation faite par *Le Star* qui chercha à enfoncer les portes de l'Université Laval et qui se livra aux outrages que l'on sait.

Toute la campagne du *Star*, du *Mail & Empire*, du *Citizen*, a pour objet d'ameuter la population anglaise du Canada contre la province de Québec, contre Sir Wilfrid Laurier, parce que, d'après ces journaux, il ne devrait jamais être permis à un Canadien-français d'être Premier Ministre dans une possession britannique.

M. Bergeron comme chef.

Il y dans le parti conservateur des hommes de quelqne réputation. Sans doute ceux qui en ont fait autrefois la force sont disparus de la scène : Sir George Etienne Cartier, M. Chapleau, etc., étaient des personnalités. Ils ont exercé sur la marche des événements une influence considérable. Sans avoir leur grande valeur, M. Angers, M. Taillon, Sir Adolphe Caron, sont des hommes d'une certaine expérience et d'un certain mérite. En prenant entre ses mains l'organisation du parti conservateur, M. Hugh Graham a manœuvré de manière à n'avoir dans l'administration tory—si Sir Charles montait au pouvoir—que des instruments dociles—disons le mot, des valets et des marionettes.

M. Angers, M. Taillon, Sir Adolphe Caron, ont été relégués au dernier plan, écartés, pour faire place à M. Bergeron, qui a été installé chef du parti conservateur.

Nous nous garderons bien de faire de l'injure personnelle. Nous voulons nous adresser à la raison et à l'intelligence de nos lecteurs ?

Qu'est M. Bergeron ? Qu'a-t-il été dans le passé ?

Admis au Barreau, il y a plus de vingt ans, il n'a jamais plaidé cinq causes. Sans moyens d'existence connus, il a cependant toujours vécu. Tour à tour au service de M. Sénécal, de M. Mercier, de M. Chapleau, il n'a jamais eu d'autre ressource que celle des expédients.

Ceci est un secret de Polichinelle dans les cercles politiques.

Sa force la plus certaine est son inconcevable grossièreté.

Il a été tout près de vingt ans député au Parlement Fédéral. Trouvez un seul discours convenable qu'il ait fait.

Nous ne sommes point poussés par l'esprit de parti en écrivant que sa présence dans la Chambre des Communes est une véritable disgrâce pour la race française.

Que faut-il donc penser du choix fait par Sir Charles Tupper et par M. Hugh Graham de cet homme comme chef du parti conservateur ?

Comment nos compatriotes éclairés pourraient-ils consentir à confier nos intérêts à un politicien de ce calibre ?

Sûrement l'esprit de parti ne saurait pousser jusque-là quiconque est capable de peser la valeur du suffrage qu'il aura à donner dans quelques semaines.

Les adversaires du cabinet Laurier, en nommant M. Bergeron chef du leur organisation dans la province de Québec, ont voulu s'assurer la liberté complète de leur attitude dans les autres provinces. Si le parti conservateur français comptait pour quelque chose dans la lutte actuelle, serait-il permis à Sir Charles Tupper et à son état major d'appeler dans les provinces anglaises la colère et les haines de nos concitoyens anglais sur la province de Québec, sur les Canadiens-français.

Dis-moi qui tu hantes, je te dirai qui tu es

Sir Charles Tupper, M. Foster, M. Hugh John MacDonald, se proclament tout brûlants d'amour pour nous quand ils viennent dans Québec.

Dis moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es.

Toutes les bouches qui parlent en ce moment pour Sir Charles Tupper et pour son parti, vomissent la colère et la haine, l'injure, à l'adresse des Canadiens-français.

Des chefs de parti ne peuvent pourtant point désavouer leur parti tout entier.

Lorsque "Le Mail," pour se venger de Sir John A. MacDonald qui avait refusé des faveurs à ses propriétaires, entreprit une campagne anti-française, l'éminent homme d'Etat aujourd'hui descendu dans la tombe répudia ce journal d'une manière pratique : il fonda en opposition au "Mail" un autre journal à Toronto, "l'Empire."

Voilà qui était parler net. Voilà qui était agir loyalment.

Que-fait Sir Charles Tupper, que fait M. Foster, que fait M. Hugh John Macdonald ?

Ont-ils répudié, répudieront-ils le "Mail & Empire," le "Hamilton Spectator," le "Citizen," le "Toronto News," le "Star" de Montréal, le "St. John Sun," le "Halifax Herald," "l'Evening Telegram" ?

Non, bien au contraire. Ces journaux sont les organes reconnus du parti tory.

La situation est bien claire, et il faudrait être aveugle pour ne pas la voir. L'organisation et la direction du parti conservateur sont passées aux mains des éléments les plus intolérants du Torysme.

Chapleau et Angers

Si M. Chapleau pouvait parler de son cercueil, il nous dirait que depuis la mort de Sir John A. Macdonald, et même quelque temps avant son décès, les éléments qui ont aujourd'hui le contrôle de l'organisation conservatrice affirment leur détermination d'entrer dans la voie de l'intolérance et de l'ostracisme des minorités.

La retraite de M. Chapleau fut amenée par l'impuissance où il s'est trouvé de faire respecter les droits des Canadiens-français.

Dans un article publié par le "Citizen," il y a quelques mois, et dont nous citons quelques passages plus loin, le nom de M. Chapleau est traîné dans la fange. Citons :

Cet outrage à la mémoire d'un homme qui n'est plus est de la plume de l'un de ses anciens collègues !

Le crime de M. Chapleau est d'avoir, en maintes occasions, résisté à des envahissements qui, à l'heure actuelle, ne trouvent plus d'obstacles en des nullités comme M. Bergeron.

L'honorable M. Angers succéda à M. Chapleau comme chef du parti conservateur. En entrant au ministère, il eut un organe particulier publié et dirigé par M. Isidore Belleau, avocat et conseiller de la Reine, de la ville de Lévis. M. Belleau est un ancien député. Il avait pour collaborateur l'honorable sénateur Landry, qui était, lui aussi, l'un des intimes de M. Angers. Une chose qui nous surprend par-dessus tout, c'est de voir M. Landry faire aujourd'hui campagne pour le torysme ontarien. Il est intéressant de citer, pour l'enseignement des hommes de bonne foi, les lignes suivantes du *Moniteur*, de Lévis, qui représentent, sans aucun doute, la pensée de M. Angers :

" Nous saisissons de nouveau l'occasion pour émettre l'idée d'un changement d'alliance ou d'alliés pour les conservateurs. Cette idée n'est pas nouvelle et l'on serait surpris de constater le chemin qu'elle a fait depuis quelques années. D'ailleurs, la conduite de nos alliés y a plus contribué que tout le reste. Le fanatisme étroit, haineux et intolérant a ouvert les yeux d'un grand nombre et il ne manque plus qu'une occasion favorable pour que l'évolution devienne un fait accompli. A quoi sert de dissimuler ? Nos alliés, les tories, nous font la vie dure, à nous, les catholiques et Canadiens-français.

" Il vaut mieux tirer au clair la situation. Si les alliés que nous avons aujourd'hui refusent de se conformer aux conditions du traité, si l'on méconnaît des droits et des libertés que l'on s'était engagé à sauvegarder, alors il est temps de leur dire : vous violez les engagements pris, vous foulez aux pieds ce que nous avons de plus sacré, notre langue et notre religion ; alors il ne peut plus y avoir rien de commun entre nous.

" C'est la guerre que vous voulez ? Eh bien, vous l'aurez, acharnée, impitoyable, sans trève ni merci. Il est plus temps que jamais que les fanatiques d'Ontario y voient de suite, s'ils veulent empêcher la rupture. Demain, peut-être, il sera trop tard.

" Le cas échéant, d'après ce que nous disons plus haut, notre ligne de conduite se trouverait toute tracée : contracter une alliance avec la partie saine du parti grit conduite par M. Mowat, ou, si la réalisation de cette alliance offrait trop d'obstacles, demeurer dans l'expectation, nous réservant le droit de juger et d'apprécier les évènements et les choses suivant le temps et les circonstances. A tout évènement, la séparation s'impose et, tôt ou tard, il faudra en venir là."

Ce qui était vrai en 1894 l'est bien davantage aujourd'hui. Si c'était le devoir de M. Angers et du *Moniteur de Lévis* de s'écrier alors : " A quoi sert de dissimuler ? Nos alliés les torys, nous font la vie dure, à nous les catholiques et les canadiens-français."

Que faut-il donc penser à cette heure, quand les torys ont adopté pour

leur programme public qu'il ne devrait pas être permis désormais à un canadien-français de devenir premier ministre d'une colonie britannique?

Comment se fait-il, grands dieux ! que des conservateurs pourtant respectables consentent à rester les compagnons d'armes des hommes "au fanatisme étroit, haineux et intolérant," qui nous diffament dans toutes les provinces anglaises, qui proclament que nous sommes une race inférieure et déloyale !

L'alliance dont parle le *Moniteur de Lévis* est faite : les libéraux de la province d'Ontario et des autres provinces anglaises ont mis à leur tête un canadien-français, donnant par là la preuve la plus consolante de leur largeur de vues et de leur sincère désir de reconnaître aux minorités des droits égaux aux droits des majorités.

Nous ne saurions trop le redire : ce sont les éléments dangereux, intolérants, dénoncés par le *Moniteur de Lévis*, par M. Angers, par M. Chapleau, qui tiennent à cette heure le haut du pavé, qui ont la suprême direction dans le parti conservateur.

A tout seigneur tout honneur

Nous avons cité dans le préambule de cette brochure les paroles prononcés par Sir Charles Tupper en 1896, " Pourquoi mes compatriotes anglais me remplaceraient-ils par un Canadien-français et un catho ique."

Cette invitation faite par un homme public qui, pourtant, a reçu pendant vingt-cinq ans l'appui et le concours des Canadiens-français, est devenu le cri de guerre, le programme du parti tory dans les provinces anglaises.

Nous sommes forcés de limiter le dossier que nous plaçons sous les yeux de l'électorat. Nous nous contenterons donc de livrer à ses méditations quelques-unes des preuves propres à mettre à nu la politique néfaste de nos adversaires.

Sir Charles Tupper vient de choisir comme son principal lieutenant, comme son successeur, M. Hugh John Macdonald.

Commençons donc par lui.

Il est temps que Québec reçoive une leçon

L'ELECTION DE BAGOT

M. Hugh John Macdonald et son organe

Les Canadiens-Français ont été voués aux gémonies parce que Bagot a jugé à propos de voter contre Sir Charles Tupper.

En donnant la majorité au candidat du gouvernement, les électeurs de Bagot ont exercé librement leur droit de citoyens.

Pourquoi la presse tory leur a-t-elle jeté l'injure parcequ'ils ont donné leurs suffrages selon leur conscience et leurs convictions ?

La réponse à cette question est toute trouvée. C'est que l'élection de Bagot a été, pour la presse tory, l'occasion de soulever de nouveau les préjugés de race et de religion contre le "*French-Canadian premier.*"

Monsieur Hugh John Macdonald, le fils à son père, qui ne pouvait déjà plus rester Premier Ministre du Manitoba, a démissionné pour venir se mettre en la compagnie de Sir Charles Tupper, de M. Bergeron, de M. Foster et de M. Clarke Wallace.

Or, c'est son organe personnel, le "Morning Telegram" de Winnipeg, qui a le plus insulté notre province à propos de l'élection de Bagot.

M. Macdonald obtint, en 1898, le contrôle de ce journal, qui portait alors le nom de "North Western." On en changea subséquemment le nom en celui de "Morning Telegram." Au lendemain de l'élection de Bagot, à laquelle M. Marcille fut élu, le "Telegram" qui était alors et qui est encore aujourd'hui l'organe de M. Hugh John Macdonald, publia ce qui suit :

"Le parti conservateur fera bien de se rendre compte qu'il **ne doit pas nuire a ses chances de succès** dans les autres parties de la Puissance, en cherchant davantage à plaire à cette province sans principes (Québec.) Quand les conservateurs seront assez forts pour obtenir le pouvoir sans l'aide d'une majorité dans Québec, ils n'auront aucune difficulté à obtenir cette majorité. Quebec accourera alors au parti conservateur, anxieuse d'être séduite. **Son électorat venal** accourera vers les dispensateurs du patronage, comme les mouches autour d'un pot de miel. En attendant, le parti conservateur fera mieux de laisser Québec cuire dans son jus de Laurier, **et accroitre sa force ailleurs, même aux dépens des intérêts de Québec.**

"TELEGRAM," 16 décembre 1898."

Le 23 décembre de la même année, le "Telegram" disait :

"Il est inutile pour le parti conservateur de dépenser son énergie et de compromettre ses intérêts ailleurs, en s'occupant de cette province (Québec). En fait, pour parler nettement, **il est temps que Québec reçoive une leçon.** C'est de l'Ouest que viendra la puissance qui finalement détruira la prépondérance de Québec. Le temps arrive où comme résultat de l'expansion de l'Ouest, les Français de Québec auront aussi peu de pouvoir de dominer la Puissance que les Français de la Louisiane en ont de dominer les Etats-Unis. L'élément anglais est assez fort aujourd'hui en Canada, pour reléguer Québec à la place qui lui convient dans la Confédération, si cet élément comprend enfin la nécessité d'en agir ainsi. L'attitude arrogante que prend aujourd'hui Québec ne rendrait pas d fficile la tâche de faire comprendre aux Anglais du Canada cette nécessité. Que Québec prenne garde d'aller plus loin, en rejetant des candidats conservateurs, parceque le chef de ce parti est un Anglais protestant."

Le journal "Le Manitoba" ayant protesté contre ces propos insolents, le "Telegram" répliqua en ces termes :

"M. Hugh John Macdonald et le parti conservateur ne se laisseront pas intimider par ces menaces insolentes. C'est au moins une satisfaction de savoir, avant les élections, jusqu'à quel point l'on peut compter sur l'ap-

pui des Canadiens-français. Etre averti d'avance, c'est être armé d'avance. Si les Français du Manitoba se préparent dans la politique locale à une désertion et à une trahison semblables à la désertion et à la trahison de Québec dans la politique fédérale, le plus tôt ils en agiront ainsi, le mieux. S'ils veulent jouer le rôle d'opportunistes sans scrupules, qu'ils ne se plaignent point d'être traités comme ils le méritent. Les Français ont non seulement été une meule de moulin autour du cou du parti conservateur de cette province, mais ils ont été le moyen de jeter le parti conservateur dans l'Opposition, dans la politique fédérale. Québec a joué le rôle de traître, Québec a déserté le parti qu'il avait compromis, il a donné au Français catholique Laurier une majorité qui lui a assuré le pouvoir.

Dans l'Ouest, les Français ont été presqu'aussi traîtres. Les conservateurs ont aujourd'hui à peine une garde de caporal venant de Québec dans la chambre des Communes, et les Français du Manitoba sont évidemment prêts à couper la gorge du parti conservateur à une minute d'avis, s'ils croient que cela servira leurs fins. Les conservateurs qui ont des convictions doivent reconnaître que le parti conservateur a le devoir de s'occuper de choses plus vitalement importantes que la question des Ecoles."

Répudiation futile

M. Hugh John Macdonald est venu à Montréal récemment. Les scandaleux propos que nous venons de citer ont été mis sous ses yeux. Il a déclaré au Monument National qu'il avait, aussitôt après la publication de ces écrits, réprimandé leur auteur.

N'empêche que le même écrivain est aujourd'hui encore le rédacteur en chef de l'"Evening Telegram."

N'empêche que l'Evening Telegram" est encore l'organe de M. Hugh John Macdonald.

Mais il y a mieux. M. Macdonald avait à peine traversé la frontière qui sépare Ontario de Québec, qu'il s'est mis lui-même à l'œuvre vilaine de soulever les haines et les préjugés de races contre les Canadiens-français. Il a déclaré, par exemple, qu'un seul drapeau devrait être toléré dans le pays: le "Union Jack."

Pourquoi a-t-il fait ces déclarations, sinon dans le but de vouer à la colère et aux mépris de nos concitoyens anglais les Canadiens-français qui, comme emblême de leur nationalité, arborent le drapeau français dans toutes leurs démonstrations.

Nous ne saurions oublier, non plus, que M. Macdonald est arrivé au pouvoir au Manitoba en dénonçant comme trop favorable aux catholiques l'arrangement scolaire intervenu entre le cabinet de Sir Wilfrid Laurier et le Cabinet Provincial du Manitoba présidé par M. Greenway.

Au lieu donc de suivre les traditions à lui léguées par son célèbre père, M. Hugh John Macdonald est devenu le comparse de M. Clarke Wallace et de la faction intolérante dont il est le grand prêtre.

Monsieur Foster et son oeuvre

Croisade anti-française et anti-catholique dans le Nouveau-Brunswick

Les fanatiques prêts à allumer la guerre civile pour remettre au pouvoir le parti des Langevin-McGreevy, le parti du Pont Curran.

Nos adversaires poursuivent, dans le Nouveau-Brunswick, comme dans Ontario, une œuvre de haine et de préjugés dont les effets ne sauraient qu'être désastreux. Cette campagne tend à ameuter les races et les croyances les unes contre les autres. M. Foster, coulé dans son propre comté de York et dans le Nouveau-Brunswick, essaie, à tout prix, de sauver sa cause et sa fortune politiques en soulevant les protestants contre les catholiques, les anglais contre les trançais, et en plaçant la lutte sur le terrain des préjugés. M. Foster a nié, à Montréal, être l'auteur de ce plan de campagne. Sans doute, il ne l'a pas mis lui-même à exécution. Il est trop rusé pour cela. Mais c'est son organisateur en chef, Hetherington, qui est chargé de prêcher l'Evangile du fanatisme anti-français

M. Foster fait, dans les provinces maritimes, ce que M. Clark Wallace fait dans Ontario et ce que M. Hastings fait dans le Manitoba.

Au mois d'octobre 1899, M. Foster se fit choisir comme candidat dans le comté de Queen Sunbury. C'est de ce moment que s'accentua le mouvement qui a pour but d'amener les gens à l'esprit étroit à voter contre le gouvernement Laurier, parce qu'il a à sa tête un Canadien-français et un catholique. Depuis que la candidature de Queen-Sunberry a été offerte à M. Foster, M. Tilly, avocat de St-Jean, N. B., et M. H. B. Hetherington, de la ville de Sunbury, ont parcouru ce comté, et demandé ouvertement aux protestants de ne pas prêter leur appui au gouvernement Laurier, parce que, d'après eux, au Nouveau-Brunswick, il donne toutes les situations aux catholiques.

Le *Transcript*, journal libéral publié à Moncton, après avoir été mis au courant des manœuvres des organisateurs de M. Foster, a pris ses précautions pour s'assurer que les paroles des démagogues du toryisme fussent bien rapportées au pays.

C'est ainsi, qu'après une assemblée tenue à Brunswick, le 11 novembre 1899, trois honnêtes et responsables cultivateurs, Samuel A. McDonald, F. A. Clark et Amos B. Curry ont fait les déclarations assermentées que voici :

(*Traduction.*)

DÉCLARATION DE M. S. E. MACDONALD

"Je, Samuel Macdonald, de la paroisse de Brunswick, dans le comté de Queen's et la province du Nouveau-Brunswick, cultivateur, déclare solennellement qu'à une assemblée convoquée par des avis affichés en différents endroits du comté mentionnant que cette assemblée serait tenue 'dans l'intérêt du parti conservateur' et que M. Tilley, avocat de St-Jean, ainsi que H. B. Hetherington (de Queen's) y porteraient la parole :—le nom d'une autre personne fut aussi mentionné, mais seuls Hetherington et Tilley vinrent adresser la parole ; bien que tous les discours tendaient à prouver que tout le parti libéral manquait de loyauté, H. B. Hetherington déclara que les prochaines élections ne se feraient pas entre les anciens partis politiques, mais que la lutte SERAIT ENTRE LES CATHOLIQUES ET LES PROTESTANTS, et que si jamais la guerre éclatait entre la France et l'Angleterre, la population des provinces d'en bas aurait à mettre l'arme au bras et A SE RENDRE DANS QUEBEC POUR COMBATTRE LES CANADIENS-FRANÇAIS avant de voler au secours de l'Angleterre. Il ajoute que le parti libéral donnait toutes ou presque toutes les positions aux catholiques ; de sorte que dans la cité de St-Jean aux trente emplois qui dépendent du gouvernement fédéral, 28 catholiques et 2 protestants avaient été nommés. M. Hetherington en blâmant les catholiques, disait que le magistrat de police Ritchie, de St-Jean, qui est catholique, n'a jamais rendu un jugement équitable dans son tribunal quand il s'est agi d'un protestant. Tous deux, MM. Tilley et H. B. Hetherington, dans leurs discours, recommandaient de choisir et d'élire Geo. E. Foster dans le comté de Sunbury et Queen's, et M. B. Hetherington, dans sa péroraison, exhiba un engagement écrit de ce qu'il appelait le club Geo. E. Foster, dont les signataires s'étaient engagés à favoriser le choix et l'élection de Geo. E. Foster dans le collège électoral de Sunbury et Queen's. Et je fais cette déclaration solennelle croyant consciencieusement qu'elle contient la vérité et qu'elle a la même force que si elle était faite sous serment, et en vertu de l'Acte de la Preuve en Canada, de 1893.

"SAMUEL E. MACDONALD."

"Déclaré à Brunswick, dans le comté de Queen's et la province du Nouveau-Brunswick, ce deuxième jour de décembre A. D. 1899.

"Devant moi,

"SILAS S. CLARKE,
"Juge de paix dans et pour le susdit comté de Queen's."

DECLARATION DE M. F. E. CLARK

Je, Frank E. Clark, de la paroisse de Brunswick, dans le comté de Queens et la province du Nouveau-Brunswick, cultivateur, déclare solennellement qu'à une assemblée politique tenue dans la paroisse de Brunswick, et dans le comté de Queens, le 11 novembre, dans l'intérêt du parti conservateur, M. Tilley, de la cité de St-Jean, fils de sir Leonard Tilley, et Horton B. Hetherington, du comté de Queens adressèrent la parole ;

Que leurs discours tout en tendant à établir que le parti libéral n'était pas capable d'administrer comme elles devaient l'être les affaires du Canada, cherchaient aussi à établir que le parti libéral n'était pas aussi loyal qu'il devrait l'être ;

Que H. B. Hetherington déclara que les prochaines élections fédérales ne se feraient pas seulement entre les anciens partis politiques, mais que la lutte se ferait entre les catholiques et les protestants. Il dit que certaines gens disaient : Pas d'appel au sentiment religieux," mais lui (Hetherington) croit QU'IL EST TEMPS DE FAIRE APPEL AU SENTIMENT RELIGIEUX, car le gouvernement actuel nomme des catholiques à toutes les positions importantes, sitôt qu'il le peut. Il déclara aussi que si l'Angleterre et la France en venaient jamais aux prises, la population des provinces d'en bas DEVRAIT PRENDRE LES ARMES ET SE RENDRE DANS QUEBEC POUR COMBATTRE LES CANADIENS-FRANCAIS qui ne voudront pas faire cause commune avec la mère-patrie en temps de guerre avec la France. Hetherington a déclaré qu'il était très probable que L'HON. GEO. E. FOSTER BRIGUERAIT LES SUFFRAGES DES COMTÉS UNIS DE QUEENS ET SUNBURY, dans l'intérêt du parti conservateur aux prochaines élections fédérales ; et avant la fin de son discours il exhiba et lut un engagement à l'assemblée, qu'il appela le Club Geo. E. Foster. Il demanda à tous les électeurs disposés à voter et à travailler de toutes leurs forces pour assurer l'élection de Geo. E. Foster dans les comtés unis de Queens et Sunbury, de venir de l'avant et de signer l'engagement. Puis Hetherington termina l'une des plus violentes et des plus basses harangues politiques qui aient jamais été faites dans la paroisse de Brunswick ; et je fais cette déclaration solennelle, croyant consciencieusement qu'elle contient la vérité et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment et en vertu de l'Acte de la Preuve du Canada, de 1893.

FRANK E. CLARK.

Déclaré à Brunswick dans le comté de Queens et la province du Nouveau-Brunswick, ce 6e jour de décembre, A. D. 1899, devant moi, Silas S. Clarke, juge de paix dans et pour le susdit comté de Queens.

DECLARATION DE M. A. B. CURRY

Je, Amas B. Curry, de la paroisse de Brunswick, dans le comté de Queens et la province du Nouveau-Brunswick, cultivateur, déclare solennellement que Horton B. Hetherington parlant à une assemblée politique dans la paroisse de Brunswick, comté de Queens, dans la soirée du 11 novembre, dans l'intérêt de l'hon. Geo. E. Foster, a déclaré qu'aux prochaines élections fédérales, la lutte ne se ferait pas entre libéraux et conservateurs, entre le libre échange et la protection, MAIS QU'ELLE SE FERAIT ENTRE PROTESTANTS ET CATHOLIQUES ; et que, si jamais la guerre éclatait entre l'Angleterre et la France, la population des provinces maritimes auraient à prendre les armes et à se rendre dans Québec pour combattre les Canadiens-français, parcequ'ils ne sont pas loyaux. Il en est qui disent : ne faites pas appel aux passions religieuses, mais lui (Hetherington) croyait qu'il ETAIT PLUS QUE TEMPS DE FAIRE APPEL AUX PASSIONS RELIGIEUSES, parce que des catholiques étaient nommés à tous les emplois importants. Avant la fin de l'assemblée M. Hetherington exhiba et lut un engagement qu'il demanda aux électeurs de signer, S'ENGAGEANT A VOTER ET A TRAVAILLER POUR L'HON. GEORGE E. FOSTER et à faire tous leurs efforts pour assurer l'élection de l'hon. George E. Foster, dans le comté de Queens. Et je fais cette déclaration solennelle, croyant consciencieusement qu'elle contient la vérité et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment et en vertu de l'acte de la preuve en Canada, en 1893.

AMOS. B. CURRY.

" Déclaré à Brunswick, dans le comté de Queen's et la province du Nouveau-Brunswick, cë 1er jour de décembre, A. D. 1899, devant moi, Silas S. Clarke, juge de paix dans et pour le susdit comté de Queens."

M. Foster n'a jamais désavoué la conduite infâme de ses organisateurs. Bien plus, M. Hetherington est encore à l'heure présente l'organisateur en chef du parti tory, dans le Nouveau-Brunswick. C'est un fonctionnaire à la solde de M. Foster lui-même. La province de Québec, le pays, ont donc le droit de tenir l'ex-ministre des Finances responsable de la conduite inqualifiable de ses mercenaires. Si M. Foster n'approuvait point ce genre de campagne, il n'aurait pas hésité un instant à se dispenser des services de M. Hetherington, et jamais, ni de loin ni de près, il n'aurait voulu avoir quoique ce soit à faire avec lui.

Loin de là, M. Hetherington vient d'être le candidat de M. Foster et du parti conservateur à l'élection qui a eu lieu à l'occasion du choix de l'hon. M. Farris comme l'un des membres du cabinet du Nouveau-Brunswick.

M. Hetherington a été, Dieu merci, bel et bien battu, grâce à l'intelligence et à l'esprit de justice de nos alliés de cette Province.

A bas, les fauteurs de discorde !

Outrage a la mémoire de M. Chapleau

Il paraît que nous ne sommes que des Mocassins

Personne, en vérité, n'aurait songé que le gouvernement Laurier eût pu être voué à la vindicte publique par les organes conservateurs anglais, à cause du fait que M. Langevin prit sa retraite en janvier 1900 comme greffier du sénat, et que M Saint-Onge Chapleau fut nommé pour le remplacer.

Voici en deux mots ce dont il s'agit.

M. Edouard Langevin, qui était greffier du sénat depuis tout près de 40 ans, prit sa retraite, et M. Saint-Onge Chapleau qui était greffier de la Couronne en Chancellerie, fut nommé, par le gouvernement, au poste de greffier du sénat. M. Lamothe, l'assistant greffier du Conseil Privé, fut, à son tour, nommé greffier de la Couronne en Chancellerie. M. Rodolphe Boudreau, secrétaire particulier de M. Laurier, succéda à M. Lamothe comme assistant greffier du Conseil Privé. C'est bien là un acte purement administratif, que le gouvernement Laurier avait le droit d'accomplir et à propos duquel il n'y a pas de quoi fouetter un chat.

Voulez-vous savoir en quels termes le *Citizen* parle de ce changement pourtant très naturel ? Lisez :

" Ainsi, pour créer une place à son sécretaire privé, Sir Wilfrid Laurier a résolu de mettre M. Langevin, greffier du sénat, à sa retraite, et mettre à sa place M. Sam Chapleau, l'un des nombreux frères dans le service civil, de cet homme d'Etat immaculé, le défunt Sir Adolphe Chapleau, et qui, quand bien même il n'y aurait autre chose contre lui, est le frère du Benedict Arnold de la vie publique en Canada."

Il est difficile d'être plus vilain et plus diffamateur des morts.

Le *Citizen*, après avoir épuisé sa haine et ses colères contre ceux qui ne sont plus, s'est tourné du côté des vivants et s'est écrié, toujours à propos de la nomination de M. Chapleau comme greffier du sénat :

"Nous vivons en des temps étranges et nous sommes témoins de bien étranges choses dans notre Canada à l'heure présente, particulièrement depuis que les "Mocassins" détiennent les rênes du pouvoir."

L'on sait que lorsque les fanatiques veulent exprimer leur dédain à l'endroit des Canadiens-Français, ils les appellent : " Les Mocassins."

Les " mocassins " ont été de grands hommes, tant qu'ils ont donné leur appui au parti conservateur. C'est d'eux qu'a vécu, pendant un quart de siècle, Sir John A. Macdonald.

Mais les " mocassins " ont changé d'allégeance politique, et ils votent aujourd'hui pour Sir Wilfrid Laurier, comme ils votaient naguère pour Sir George Etienne Cartier et Sir John A. Macdonald. Donc, les " mocassins " sont devenus de détestables gens avec lesquels il faut en finir, même par la

force des armes, s'il le faut, comme le suggèrent si patriotiquement et si vaillamment les organisateurs torys dans le Nouveau Brunswick.

Le *Citizen* est publié sous les fenêtres de Sir Charles Tupper et sous les auspices de M. Foster à Ottawa : il n'est pas sans intérêt de prendre bonne note de ses sentiments.

Les Mocassins que nos pères et nos mères ont portés, et que nous portons encore, valent bien les souliers vernis des insulteurs de notre race.

Le *Citizen* terminait son article en demandant pour ainsi dire au gouverneur général de démettre le gouvernement de ses fonctions, parcequ'il avait jugé à propos de nommer M. Sam Chapleau greffier du sénat.

Ce n'était pas la première fois que les journaux conservateurs anglais donnaient à Lord Minto ces sortes d'avis.

A leurs yeux, un premier ministre français n'est pas autre chose qu'un "mocassin." En d'autres termes, les canadiens-français sont une race inférieur qu'il faut traiter en peuple conquis, et qui n'a aucun titre à participer à l'administration des affaires de ce pays, dont nos ancêtres ont été pourtant, les premiers à fouler le sol.

C'est aux "mocassins" à déclarer s'ils sont de cet avis quand le jour du scrutin sera venu. Ce sera à eux de dire, si oui ou non ils sont satisfaits des outrages que le *Citizen*, l'organe en chef et accrédité de Sir Charles Tupper et de M. Foster à Ottawa, leur lance à pleines colonnes.

Nous sommes une race de vipères

Il faut nous écraser.

(*Du News.*)

Du "*Toronto Evening News*," 18 octobre :

Un correspondant qui signe W. A. H., a écrit à l'organe du torysme Ontarien une lettre dont nous extrayons ce qui suit :

"J'ai lu avec beaucoup d'intérêt vos articles sur les sentiments exprimés par les Canadiens-Français contre l'envoi de troupes au secours de l'Empire britannique. Voulez-vous me permette de vous demander s'il n'est pas temps de donner à ces gens-là une leçon ?

"S'ils sont en mesure de commander dans Québec, ils n'ont pas encore le contrôle sur le Canada.

"J'ai eu la mauvaise fortune de vivre et de faire des affaires au milieu d'eux durant les cinq ou six dernières années. Sans exagération, je puis dire qu'à peu d'exceptions près, ils sont aussi loyaux à l'Angleterre et à l'Empire que le sont en ce moment les Boers ! c'est dire que s'ils étaient aujourd'hui les Boers et nous les Uitlanders, nous serions traités par eux si nous étions assez idiots pour les endurer—d'une façon bien pire que ne le sont en ce moment les Uitlanders en Afrique.

" Le Canadien-français est Français dans toute l'acception du mot.

" Dans ses jours de fêtes ou de grande réunion, il n'arbore que le drapeau français et ne chante que des hymmes françaises. Et ces jours de fêtes ne sont pas autres que les jours de fêtes des saints ou de la France.

" Tous les Canadiens-français sont politiciens. Ils ont un grand nombre de clubs politiques dont plusieurs sont des foyers de sédition et de trahison.

" Cela est absolument certain, les Canadiens-français sont anti-britanniques. Entre eux, les représentants des " habitants " parlent ouvertement. Plus le Canadien-français est éloigné de la rivière Ottawa, plus il devient anti-britannique. Il oublie que dans ce siècle de télégraphie, d'électricité et de journaux, ses virulents appels à la trahison des intérêts anglais sont le lendemain répandus dans tout le continent."

Le même journal cite ensuite l'extrait suivant d'un article de M. Ludovic Brunet, publié dans le *Soleil* de Québec, le 7 octobre sur la colonisation à Péribonka :

" Nos compatriotes anglais de l'Ouest s'offusquent et s'effraient à cette idée d'une Nouvelle-France s'élevant sur les bords du St-Laurent ? L'expérience a clairement démontré qu'il n'était pas possible d'angliciser la Province de Québec, comme le rêvait Lord Durham. Quelques-uns voient dans ce fait le doigt de Dieu. S'ils ont raison, peut-on nous en vouloir d'être orgueilleux de nos destinées futures ? En sommes-nous sujets moins loyaux ? En estimons-nous moins nos concitoyens anglais ? "

Le *News* continue ensuite comme suit :

Vous vous trompez, monsieur, votre rêve est rempli des plus graves périls pour le Canada. Entretenir pareilles idées de traître signifie la guerre civile au Canada à une date rapprochée. Cela signifie pour vous et vos compatriotes ingrats de Québec, le retrait de privilèges dont, comme peuple conquis, vous n'auriez jamais dû jouir. Cela veut dire que l'on écrasera du pied la vipère qui, ayant été nourrie dans le sein du Canada et ayant été amenée à l'âge de maturité, perce la main de son bienfaiteur. Vous et votre ami, M. Tarte, êtes beaucoup trop pressés. Par votre impatience gauloise vous avez fait connaître au monde à temps, pour que des mesures soient prises en vue de l'arrêter, la conspiration que vous ourdissiez dans l'ombre.

" Vous nous avez montré votre dessein, soyez assuré qu'avec Ontario, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Ecosse, l'Ile du Prince-Edouard, le Manitoba et la Colombie Britannique, le Canada est en mesure d'empêcher la mise à exécution de vos plans pervers.

" Le Canada est Anglo-Saxon et Anglo-Saxon il restera. Le plus tôt vous reconnaîtrez ce fait, le plus tôt vous abandonnerez vos rêves au sujet d'une nouvelle France."

Gare à nous

Les Canadiens-Français sont un peuple conquis

Citons encore le *News :*

" Tandis que tous les Canadiens d'origine Anglaise, d'un océan à l'autre, sont remplis d'enthousiasme dans leur désir de voir le Canada prendre sa place avec les autres colonies, la Province de Québec se met dans le chemin, ET LES REPRÉSENTANTS DE CE PEUPLE CONQUIS, AUQUEL LA MÈRE-PATRIE A ACCORDÉ DES PRÉVILÈGES ET DES CONCESSIONS SPÉCIALES NOUS COUVRENT DE HONTE DEVANT LE MONDE ENTIER et détruisent les professions de foi et de loyauté qu'on a faites, ces années passées. Pourtant, on ne leur demande pas d'y aller ; leurs précieuses vies ne sont pas en danger. Des miliers de citoyens loyaux d'Ontario et des autres provinces sont anxieux de partir. Jamais le cœur canadien n'a battu si fortement à l'unisson du cœur anglais ; mais les palpitations de ce cœur sont comprimées par l'antipathie des Canadiens-Français contre l'unité impériale. C'est la main de Québec qui arrête ces palpitations. Cette grande occasion va être gâtée par l'antagonisme Canadien-Français qui s'oppose à l'accroissement de l'influence anglo-saxonne.

" Le sentiment de la majorité anglaise de la Puissance ne tolèrera pas cette insolence.

" L'intérêt des Ontariens dans cette guerre, c'est de maintenir la prépandérance anglaise sur cette partie du continent américain et de faire tout ce qu'il pourra pour éviter aux armes anglaises en Afrique un désastre QUI ENCOURAGERAIT DEUX MILLIONS DE FRANÇAIS EN CANADA À SUIVRE L'EXEMPLE DONNÉ PAR LES BOERS. LE PEUPLE D'ONTARIO CROIT AVEC RAISON QUE LA DÉFAITE DE L'ANGLETERRE DANS L'AFRIQUE DU SUD SERAIT UN ENCOURAGEMENT À UNE POPULATION PLUS RAPPROCHÉE DE NOUS DE FAIRE UN EFFORT POUR RÉPUDIER L'AUTORITÉ DE LA COURONNE ANGLAISE DONT LA PROTECTION L'A NOURRIE PENDANT CINQUANTE ANS."

Nouvelle perfidie

Le 8 novembre 1899 " l'Evening News " de Toronto accusait M. Tarte d'avoir conspiré, durant son voyage en France, en juin, juillet, août et septembre 1899, avec les autorités de l'armée Française pour amener la guerre entre la France et l'Angleterre.

On sait que l'Hon. M. Tarte est allé en Europe durant l'été de 1899 pour se mettre sous les soins de médecins éminents. On sait également que le Ministre des Travaux Publics a subi, à Neuilly-sur-Seine, une opération des plus dangereuses. M. Tarte a passé la plupart de son temps à l'hopital.

Voici en quels termes le "News" de Toronto a formulé son idiote accusation :

"L'Hon. M. Tarte a passé quelques mois en Europe, à Paris, durant l'été dernier. Pendant qu'il était là il est venu en contact avec le parti favorable à l'armée, s'il faut en juger par l'attitude qu'il a prise dans l'affaire Dreyfus.

Comme il a dû passer pour un personnage important aux yeux des politiciens Français, il a été mis au courant de leurs secrets et il a ainsi connu leurs intentions au sujet de la Grande-Bretagne. Il a appris, par exemple, que le but de la Russie et de la France est d'amener les pouvoirs européens à se coaliser ensemble dans un immense plan de campagne contre le pouvoir de l'Angleterre, en Afrique. Il a également appris que c'est l'intention de la Russie et de la France de précipiter un conflit avec la Grande Bretagne, dès que celle-ci sera aux prises avec les Boers. Assurément si tous ces faits sont vrais, ils expliquent parfaitement la conduite de M. Tarte relativement à l'envoi du contingent canadien au Transvaal. Nous ne savons point si la France et la Grande Bretagne sont au point d'en venir aux prises. Mais comme M. Tarte est plus français qu'anglais, comme il le dit lui-même, il est tout naturel qu'en prévision d'un conflit entre la France et l'Angleterre et de la participation du Canada à ce conflit, il cherche à empêcher la création d'un précédent en vertu duquel les "Frenchmen" de Québec seraient forcés d'aller se battre contre leur ancienne Mère-Patrie. Nous ne savons point si toutes ces choses sont vraies ; mais la conduite de M. Tarte justifie les soupçons qu'il y a anguille sous roche."

Pourquoi, en vérité, avoir publié cette infamie ?

Pourquoi avoir insinué devant toute la population d'Ontario que M. Tarte a conspiré en France avec les autorités de l'armée française contre l'Angleterre, si ce n'est dans le but d'atteindre, par ricochet, le "FRENCH CANADIAN PREMIER."

Le Rvd. M. Gorman a la parole

Fanatisme des partisans comme des organes de Sir Charles Tupper

Comment les Canadiens-français ont-ils été traités, non-seulement par les organes de Sir Charles Tupper, mais aussi par ses partisans les plus influents ? Par exemple, lorsque la question du contingent a été discutée, voici en quels termes s'est exprimé un pasteur protestant de la ville d'Ottawa, le Rév. M. Gorman, le 16 octobre 1899.

"Quel est le résultat des graves délibérations de nos loyaux représentants ? Ils ont bien voulu donner à la Reine d'Angleterre la permission

de prendre à gages nos soldats et de les payer elle-même. Voilà la loyauté de nos Canadiens-français. Notre premier ministre n'a pas refusé d'aller en Angleterre participer aux grande fêtes du jubilé ; il n'a pas refusé d'occuper la place d'honneur qui lui a été offerte, presque spontanément, dans la grande procession—on croyait qu'il représentait la plus avancée des colonies de l'empire ; il n'a pas refusé l'hommage de la foule enthousiaste qui était rangée de chaque côté du chemin. Il n'a pas manqué non plus, dans cette circonstance, d'exprimer en un langage enflammé, la loyauté et le dévouement du peuple canadien envers l'Empire. Cependant, c'est ce Français, soutenu par des partisans encore plus français que lui, qui ose insulter un peuple loyal et dévoué en prétendant représenter nos vues par la ligne de conduite que le gouvernement vient d'adopter....

Ces Français qui ont aujourd'hui la haute main sur l'administration de la chose publique, et dont les opinions sont citées à l'étranger, ne sont pas nos représentants. Nous les répudions ; et il faut que l'Angleterre le sache bien. La question de la suprématie de l'Eglise catholique romaine et française a été réglée une fois pour toutes, sur les Plaines d'Abraham ; que les Canadiens-français ne l'oublient pas. S'ils jouissent de privilèges égaux, que dis-je ! supérieurs à ceux que possèdent les protestants du pays, qu'ils n'oublient pas que ces privilèges leur ont été accordés en leur qualité de citoyens anglais, et non de citoyens français.

Que l'on sache à l'étranger qu'ici, où fleurissent le commerce et les œuvres de l'intelligence, cet acte déloyal des représentants français catholiques romains dans l'administration, est répudié et méprisé."

C'est au tour du Rvd. M. Steacy

Le révérend M. Steacy, parlant à Billing's Bridge, Ottawa, devant une réunion d'orangistes, a dit le 27 octobre 1899 :

"Tarte devrait être brûlé en effigie. En dépit de ses protestations, un second contingent pourrait être envoyé en Afrique en moins de trois heures, si les autorités impériales le désiraient. La guerre montre le véritable esprit des gens. En temps de paix, il y a beaucoup de loyauté, en paroles, mais c'est en temps de guerre que la véritable épreuve a lieu. Mais il nous faut regarder avec admiration et approbation la réponse si prompte de tant de Canadiens à l'appel aux armes."

Parlant de l'Orangisme, l'orateur dit :

"Les Jésuites, ces chiens de l'enfer de Rome, sont un obstacle à l'avancement du Canada."

Parlant de l'Irlande, il dit :

"Si l'Irlande était aussi libre que le Canada, elle occuperait une place plus considérable parmi les nations. Elle est menée par des prêtres et pillée par les propriétaires fonciers."

Parlant de nouveau du Canada, il a ajouté :

"Rome se réjouit de nos divisions. Aux Orangistes donc de s'unir pour résister à ses aggressions."

Inutile d'ajouter que le Rév. M. Steacy a été vivement applaudi par les fanatiques qui l'écoutaient.

Pas de francais comme Premier Ministre

Fashoda

Pour démontrer que le parti tory a profité de tous les incidents, et de tous les accidents depuis 1896, pour soulever le fanatisme anglais et protestants contre sir Wilfrid Laurier, il suffirait de citer la campagne entreprise par le *Mail and Empire* contre la province de Québec au sujet de l'affaire de FASHODA.

Tout le monde se rappelle cette affaire. Le commandant Marchand planta le drapeau français à Fashoda. Mais l'Angleterre qui prétendait avoir pénétré dans ce territoire avant la France, exigea que le commandant Marchand évacuât la place sans retard. Et, on le sait, il y eut dans le temps, rumeur de guerre entre la France et l'Angleterre.

Que fit le *Mail and Empire* en donnant cours à ces rumeurs de conflit à main armée entre la France et l'Angleterre?

Dans son numéro du 29 septembre 1898, il s'écrie :

"Voyez quelle faute énorme le pays a commis **en mettant un français à la tête des affaires.**"

Comme si ce français, sujet britannique, était responsable du fait que le commandant Marchand avait planté le drapeau français à FASHODA.

Cet incident seul démontre que le *Mail and Empire* et ses congénères ont décidé de prendre tous les moyens pour semer la désunion et la haine entre les citoyens de ce pays. Ils ont pris cette décision le jour où les électeurs de Québec ont jugé à propos de voter pour M. Laurier. Ils veulent aujourd'hui que les loyaux sujets de la Reine, qui sont d'origine française, soient traités en parias. L'opinion des meilleurs éléments de notre société s'est déjà élevée avec énergie contre ces funestes tendances. Il faudrait être aveugle pour ne point constater le courant d'opinions qui se forme aujourd'hui dans toutes les provinces contre ce genre de campagne.

Remarquez que tous les journaux français de la province de Québec ont parlé favorablement de la France dans l'affaire de FASHODA. Depuis *La Presse* jusqu'au *Courrier du Canada*, il y eut unanimité de sentiments à cet égard. *La Patrie*, organe du parti libéral, publia un article dans lequel elle critiqua un discours prononcé par lord Rosebery. De suite, le *Mail and Empire* attribua cet article à M. Tarte et le représenta comme une déclaration d'hostilité envers la Grande Bretagne. Et, naturellement, le *Mail and Empire* n'hésita pas à déclarer que Sir Wilfrid Laurier, en sa qualité de French Man, était responsable des écrits non seulement de *La Patrie*, mais des autres feuilles françaises de la Province.

L'affaire de FASHODA fut, à plusieurs reprises, mise sur le tapis par le *Mail and Empire* sous des prétextes différents. Mais l'objet était toujours

le même, c'est-à-dire, de provoquer la jalousie et le soupçon contre le gouvernement dont le chef est CATHOLIQUE ROMAIN ET CANADIEN-FRANÇAIS.

Pourquoi le *Mail and Empire* aurait-il cherché à faire du capital politique avec l'affaire de FASHODA, s'il n'avait eu l'espérance de soulever contre le "French Premier" les préjugés de race et de religion de ses lecteurs d'Ontario ?

Poser la question, c'est la résoudre.

Cordélia Viau et Sam Parslow

Tout le monde connait la triste histoire de Cordélia Viau et de Sam Parslow. Tous deux furent jugés et condamnés à Ste-Scholastique par Son Honneur le Juge H. T. Taschereau pour le meurtre atroce de Poirier.

Comme c'était leur droit, les deux criminels, après avoir été condamnés à la peine de mort, se pourvurent en grâce. Des requêtes furent envoyées au Gouverneur Général en Conseil pour demander en leur faveur l'exercice de la clémence royale.

Le Ministre de la Justice et les officiers en loi de la Couronne ont suivi dans le cas de Cordélia Viau et de Sam Parslow la procédure ordinaire. Ils ont examiné avec soin le dossier, la preuve testimoniale produite au procès, etc.

Quand il s'agit d'une question de vie ou de mort, le Ministre de la Justice a naturellement le devoir d'agir avec toute la prudence possible.

Pendant que les officiers en loi de la Couronne délibéraient avec le Ministre de la Justice sur le sort de Cordélia Viau et de Sam Parslow, que fit le *Hamilton Speetator*, l'un des organes accrédités du parti tory d'Ontario ?

Cette gazette fanatique n'hésita point à déclarer que Cordélia Viau, convaincue de l'épouvantable meurtre de son mari et légitimement condamnée à la potence, pouvait exciter la compassion du gouvernement Laurier—parcequ'elle était une Canadienne Française !

A la date du 28 décembre 1899, le *Hamilton Spectator* disait :

" Being French, it goes without saying that the woman won't be hanged."

Traduction : **" Etant une Française, il va de soi que cette femme ne sera pas pendue."**

Cela veut dire que, dans l'opinion du *Hamilton Spectator*, Cordélia Viau ne pouvait pas être exécutée parceque M. Laurier, UN FRENCH MAN, étant à la tête du gouvernement, ne pouvait faire autrement que de protéger ses compatriotes, quand même ces compatriotes seraient des meurtriers.

Pourquoi avoir publié cette infamie, si ce n'est dans le but de soulever le fanatisme anglais et protestant d'Ontario contre le FRENCH CANADIAN PREMIER ?

Que l'on ne nous dise pas que le *Hamilton Spectator* n'est pas un organe du parti conservateur, parceque *Le Journal* de Montréal (la doublure française du *Star*) l'a désavoué un jour.

La répudiation des écrivains du *Journal* ne vaut rien.

La répudiation doit partir de plus haut ; elle doit venir de Sir Charles Tupper lui-même. Tant que le vieux baronet n'aura pas désavoué les écrits du *Hamilton Spectator* comme de tous les autres autres journaux tories qui outragent la province de Québec, nous aurons le droit d'en tenir le chef de l'opposition responsable et de lui en demander un compte sévère le jour du scrutin.

Cet article était une insulte gratuite, non seulement à M. Laurier, mais à notre province et à notre population.

D'autre part, les journaux libéraux anglais ont protesté avec énergie contre cette indigne tactique. Dans cette occasion comme dans bien d'autres, nous avons eu la démonstration évidente que les amis de la province de Québec ne se trouvent point parmi les partisans de Sir Charles Tupper, mais parmi les libéraux anglais qui se sont unis, sans arrière-pensée, aux libéraux français de Québec, comme ils l'avaient fait en 1840 sous M. Baldwin qui forma avec M. Lafontaine, le chef des libéraux du Bas-Canada, une alliance si utile et si féconde.

Les alliés des conservateurs de Québec sont intolérants autant que les nôtres ont l'esprit généreux.

Notre parti forme un tout compact par la pensée, par les aspirations et par l'idéal qu'il poursuit. Le parti tory, au contraire, se décompose en factions hostiles dont quelques-unes constituent un véritable danger public.

L'intérêt de tous nos compatriotes est donc de se rallier aux hommes modérés et sages qui veulent édifier ce pays sur autre chose que des préjugés; qui veulent créer un sentiment national véritablement canadien et qui reconnaissent à toutes les races des droits égaux.

Injure gratuite au Clergé

Les Canadiens-Francais sont ignorants et déloyaux

Le *Mail and Empire*, en date du 4 Novembre 1899, disait ce qui suit :

" Much has been said lately about the attitude of Quebec. Quebec,
" like Ireland, has two distincts peoples ; in Quebec, as in Ireland, the
" instructed and intelligent people are loyal and British to the core : while
" in both places the ignorant citizens are under the control of the Priests
" and are enemies of the Empire.

(Traduction).

" Il a été beauconp parlé de l'attitude de Québec en ces derniers temps.
" Québec, à l'instar de l'Irlande, a deux populations distinctes ; à Québec

" comme en Irlande, les gens instruits et intelligents sont loyaux et Anglais " jusque dans la moelle, tandis que dans les denx pays les citoyens igno- " rants sont sous le contrôle des prêtres et sont les ennemis de l'Empire."

Cet outrage aux Canadiens-français et à nos concitoyens Irlandais, cette insulte au clergé catholique ne sont qu'une faible partie des diffamations de la presse tory à notre endroit.

Nous sommes une race inférieure et déloyale

A propos de drapeaux

Le 20 juin est le jour de l'anniversaire de l'avènement de la Reine Victoria au trône d'Angleterre. C'est sans aucun doute une date importante dans l'histoire ; mais il n'est pas étonnant que cet anniversaire ne soit pas chaque année présent à la mémoire de tout le monde.

Comme on le sait, il y a sur la tour centrale des édifices parlementaires à Ottawa, un mât de pavillon auquel on arbore le drapeau anglais dans les grandes occasions. Ainsi, le drapeau est arboré de droit aux jours suivants : la St-André, fête des Ecossais, la St-George, fête des Anglais, la S -Patrice, fête des Irlandais, la St-Jean-Baptiste, fête des Canadiens-français, et enfin le 24 mai, jour anniversaire de la naissance de Sa Majesté.

Vous ne vous imaginez sans doute point que c'est le premier-ministre du Canada qui est chargé de monter dans la tour centrale dn Parlement et d'arborer le drapeau aux jours plus haut indiqués.

Cette besogne est confiée à l'un des ouvriers du département des travaux publics. Malheureusement, il ne s'est pas souvenu que le 20 juin 1900 était l'anniversaire de l'avènement au Trône de Sa Majesté, et il n'arbora point le drapeau.

Le lendemain, 21 juin, le *Citizen*, l'organe en chef de Sir Charles Tupper à Ottawa, disait ce qui suit :

" Hier était l'aniversaire de l'avènement de la Reine au Trône de la " Grande-Bretagne. Le drapeau ne flottait pas à la brise sur la tour cen- " trale du Parlement. Il n'est pas étonnant qu'il en ait été ainsi quand on " songe que le Premier Ministre du Canada appartient à la race déloyale des " mocassins de Québec."

Pourquoi l'organe en chef de Sir Charles Tupper a-t-il pnblié cette infamie, si ce n'est dans le but de soulever la haine anglaise contre le " FRENCH CANADIAN PREMIER."

Le 24 juin 1900, un dimanche, c'était la fête des Canadiens-français, le drapeau fut arboré selon l'usage. Le lendemain, 25 juin, le *Citizen* faisait les remarques suivantes :

" Le 21 juin, le jour anniversaire de l'avènement de Sa Majesté au " Trône, Sir Wilfrid Laurier a omis de faire arborer le drapeau ! Mais hier, " c'était la fête de la race inférieure de Québec : la fête des Canadiens-" français, et M. Laurier n'oublia point de faire hisser le drapeau dès huit " heures du matin.

Pourquoi avoir fait ce rapprochement, si ce n'est dans le but de soulever la haine anglaise contre le FRENCH CANADIAN PREMIER ? "

M. Hugh John Macdonald a adressé la parole à Belleville, Ontario, le 14 septembre 1900. Il y avait dans la salle où il a parlé une inscription se lisant comme suit :

"No Flag in Canada but the Union Jack".

TRADUCTION:

" Pas d'autres drapeaux ne doivent être arborés en Canada excepté le Union Jack."

Durant son discours, M. Macdonald, en lisant sur les murs de la salle cette inscription, s'est écrié avec emphase que telle était sa politique. Et il en a profité pour dénoncer violemment l'honorable M. Tarte pour avoir dit, à Paris, que les Canadiens-Français de la province de Québec sont toujours fiers de saluer avec respect, le drapeau de leur ancienne Mère-Patrie.

C'est donc entendu, statué :

La politique du parti conservateur est de proscrire le drapeau français ! C'est-à-dire de nier aux Canadiens-Français le droit de se dire et de rester des français.

Ce n'est pas aux trois couleurs dont le drapeau français se compose que M. Hugh John Macdonald et le parti conservateur s'attaquent en ce moment ; c'est à ce que représente ce drapeau.

No Flag in Canada but the Union Jack".

Cela signifie que nos concitoyens d'origine anglaise seuls ont titre à une part de soleil en ce pays.

Honteux appels aux passions

A bas le drapeau francais

L'Hon. M. Tarte fit, durant l'été de 1898, une tournée d'inspection dans les Provinces Maritimes, afin de constater par lui-même les améliorations qu'il y avait à faire dans les différentes localitées. En arrivant dans la petite ville acadienne de Shediac, N. B., M. Tarte fit arborer sur l'un des mâts de "l'Eureka" le drapeau français.

Remarquez que le drapeau britannique flottait déjà et avait flotté durant tout le voyage à la place d'honneur sur le yacht du gouvernement.

La presse tory profita de cet incident pour accuser violemment M. Tarte de trahison à la Grande-Bretagne.

De quel droit en vérité les organes attitrés de Sir Charles Tupper) ont-ils reproché à l'un des ministres de la Couronne dans le gouvernement canadien d'avoir arboré le drapeau français à côté du drapeau anglais, en passant dans un village dont la majorité de la population est d'origine française ?

Le drapeau français a toujours été arboré dans la province de Québec depuis que le pays a été cédé à l'Angleterre. Dans nos grands jours de fêtes nationales, dans nos manifestations publiques, dans nos réjouissances, le drapeau français a toujours trouvé sa place sans que personne avant, 1896, dans les provinces anglaises, ne songeât à s'y objecter et à nous dénoncer comme des sujets déloyaux à la Reine.

Pourquoi nous reproche-t-on à tous propos depuis 1896, d'arborer les couleurs de la France, si ce n'est dans le but de soulever les haines de nos concitoyens anglais contre le French Canadian Premier et contre la Province de Québec !

M. Tarte avait le droit d'arborer le tricolore : et, comme il l'a déclaré lui-même au Monument National, il l'arborera encore, de même que tous les Canadiens-français de la province de Québec l'arboreront sur leurs demeures quand et aussi longtemps qu'ils le voudront.

Le drapeau britannique est le drapeau de notre allégeance politiqne.

Le drapeau français est le drapeau de notre nationalité. Nous sommes fidèles à l'un et à l'autre !

Audacieux mensonge

Le 24 Octobre 1899, les volontaires d'Ottawa qui s'étaient enrôlés dans le premier contingent quittèrent la capitale pour venir à Montréal. M. Tarte, ministre des Travaux Public, était à Montréal depuis quatre jours. Il n'est retourné dans la capitale fédérale que le 26 octobre.

Il paraît que le drapeau ne fut pas arboré sur la tour centrale de l'édifice parlementaire à l'occasion du départ des soldats d'Ottawa pour le Transvaal. Remarquez que ce départ eut lieu le soir, à 11 heures.

Il est clair, n'est-ce pas, que Monsieur Tarte n'était, ni de près ni de loin, responsable de cet oubli, attendu qu'il n'était pas à Ottawa et qu'on ne l'a pas consulté à ce sujet.

Cela n'a pas empêché le *Citizen* d'Ottawa, l'organe en chef de Sir Charles Tupper, d'accuser le ministre des Travaux Public, le 28 octobre 1899, d'avoir *refusé de permettre* que le drapeau fut arboré.

Voici en quels termes le *Citizen* a formulé son accusation :

" Le contrôle des édifices du parlement est confié au département des
" Travaux Publics dont l'honorable Monsieur Tarte est le chef. Avant
" d'arborer le drapeau, le ministre fut consulté par ses subalternes, et il

" donna instruction formelle que le drapeau ne fût pas arboré sur l'édifice " parlementaire."

Pourquoi le *Citizen*, l'organe en chef de Sir Charles Tupper, a-til publié cet article, si ce n'est dans le but de soulever la haine des Anglais contre le ministre des Travaux Public et, par ricochet, contre Sir Wilfrid Laurier qui est, comme Monsieur Tarte, Canadien-Français ?

Le *Citizen* savait que M. Tarte n'était pas dans la capitale quand la compagnie d'Ottawa est partie. Il a donc publié malicieusement et avec préméditation un mensonge dans le but évident d'attiser le feu des passions et des préjugés que Sir Charles Tupper et son parti ont allumé à l'occasion des affaires du Transvaal.

L'hon M. Tarte et le Docteur Leyds

Pour démontrer de nouveau que la presse tory a cherché à profiter de tous les incidents et de tous les accidents pour soulever le fanatisme anglais contre le " French-Canadian Premier," il suffira de citer le mensonge publié par le *Montreal Star* et le *Mail and Empire*, au sujet d'une prétendue entrevue qu'aurait eue l'hon. M. Tarte en France, avec le Dr Leyds, le représentant des Bœrs en Europe.

Tout le monde se souvient encore de la tempête soulevée par le *Star* et par le *Mail and Empire* à propos de cette prétendue entrevue.

Le ministre des Travaux Public, à cette occasion, fut dénoncé comme un homme conspirant avec les ennemis de la Grande-Bretagne, comme un traître à la Reine, comme un homme qui devrait être chassé du Canada.

Et pourtant, la fameuse entrevue de M. Tarte avec le Dr Leyds était une invention pure et simple. Le ministre des Travaux Publics n'a jamais ni de près ni de loin rencontré le Dr. Leyds ni à Paris, ni ailleurs.

Mais pendant que les organes de Sir Charles Tupper cherchaient à faire monter constamment le flot de fanatisme et de haine contre le " French Canadian Premier," cette invention d'une entrevue d'un ministre de la couronne avec le représentant du peuple contre lequel l'Angleterre se battait, faisait bien dans le paysage et était de nature à soulever davantage les passions de la populace marchant à la suite de Clarke Wallace et consors.

Pourquoi le *Mail and Empire* et le *Montreal Star* ont-ils publié ce mensonge, si ce n'est dans le but de soulever les haines des Anglais contre la Province de Québec et contre le " French Canadian Premier ? "

Encore une fois, poser la question, c'est la résoudre.

L'Affaire Dreyfus

Qui eut jamais songé que le parti tory chercherait à exploiter l'affaire Dreyfus contre le gouvernement Laurier ?

Tout invraisemblable que cela soit, la presse conservatrice a, tout de même, profité de cette affaire pour soulever les préjugés de race et de religion contre le "French Premier."

On se souvient qu'au mois d'août 1899 eut lieu à Rennes le second procès du capitaine Dreyfus, accusé du crime de haute trahison. Quand le second verdict de culpabilité fut rendu contre Dreyfus, il y eut, dans presque toute la presse d'Angleterre et des Etats-Unis, une explosion de sentiments de haine contre la France. On déclarait hautement que le verdict était un crime contre l'humanité, un dénit de justice sans précédent dans l'histoire du monde et l'on ne trouvait point d'expressions assez insultantes à l'égard de la France.

Il s'agissait pourtant d'une affaire qui regardait la France—la France seule.

Le *Mail and Empire*, le *Hamilton Spectator*, le *Toronto News*, et autres organes de même espèce, exprimèrent l'opinion que le verdict de Rennes constituait une iniquité sans nom. C'était leur droit. Mais, d'un autre côté, les journaux français de la province de Québec avaient également le droit de penser et de dire que le verdict était équitable et, dans tous les cas, ils avaient surement le droit de protester contre les outrages dont notre ancienne Mère Patrie était abreuvée par les fanatiques d'Ontario.

L'on se souvient que M. Beaugrand publia dans *La Presse* et dans *La Patrie* un article intitulé : "Vive la France." *La Presse* donna à cet article la place d'honneur dans ses colonnes de rédaction, tandis que *La Patrie* se contenta de le publier sous la rubrique de "correspondance," indiquant par là qu'elle n'en assumait en aucune façon la responsabilité. Du reste, l'article de M. Beaugrand était signé.

Que fit le *Mail and Empire* dans cette occasion ? Il chercha à rendre Sir Wilfrid Laurier et l'honorable M. Tarte responsables des opinions de M. Beaugrand.

M. Beaugrand s'était montré peu tendre pour les journaux anglais qui avaient insulté la France et qui, à cause du verdict de Rennes, réclamaient du gouvernement anglais le boycottage de l'Exposition de Paris.

L'occasion était trop belle pour représenter toute la province de Québec comme hostile à l'Angleterre, pour que le *Mail and Empire*, et les autres organes tories, n'en profitassent point.

En rendant Sir Wilfrid Laurier responsable de l'écrit de M. Beaugrand le *Mail and Empire* avait l'espoir de soulever la haine des tories anglais contre lui.

L'on fit plus encore : l'on imprima une circulaire contenant l'écrit de M. Beaugrand et quelques articles de *La Patrie* sur l'affaire Dreyfus. On déclarait dans cette circulaire que M. Tarte, l'un des collègues du FRENCH PREMIER, était l'auteur de ces écrits et que M. Beaugrand lui-même avait écrit sous l'inspiration de Sir Wilfrid Laurier. Cette circulaire fut distribuée secrètement dans les loges orangistes.

Dans quel but a-t-on eu recours à une pareille manœuvre, si ce n'est de soulever les préjugés de race et de religion dans Ontario contre le "FRENCH-CANADIAN PREMIER" ?

Les comédies du vieux Baronet

Trop Anglais à Québec—Pas assez à Ontario

Dans une entrevue donnée à l'un des rédacteurs de *La Presse* par Sir Charles Tupper à son retour d'Europe, le vieux baronet a dit le 20 août 1900 :

" Quant à Sir Wilfrid Laurier, vous pouvez dire en effet QU'IL EST TROP ANGLAIS POUR MOI, avec son programme de fédération impériale."

Lisez le compte-rendu d'un discours prononcé en septembre, dans la province d'Ontario.

(*Mail and Empire*, 21 septembre 1900)

" Sir Charles next touched upon the accusation that he had said : " Laurier is too English for me." He had never said anything of the kind. HE WISHED THAT LAURIER WERE HALF IMPERIALIST ENOUGH, HALF ENGLISH ENOUGH."

(*Traduction*)

" Sir Charles passe ensuite à l'accusation qu'on lui a faite d'avoir dit : "Laurier est trop Anglais pour moi." Il n'a, dit-il jamais tenu pareil propos ; IL DÉSIRERAIT AU CONTRAIRE QUE LAURIER FUT LA MOITIÉ ASSEZ IMPÉRIALISTE, ET LA MOITIÉ ASSEZ ANGLAIS."

Dans un autre discours prononcé à Sidney, Cap Breton, Sir Charles qui dénonçait, le 20 août, dans la *Presse* Sir Wilfrid Laurier comme un partisan de l'impérialisme, disait :

" SIR WILFRID LAURIER HAS GIVEN IMPERIALISM A GREAT SET-BACK."

(*Traduction*)

" SIR WILFRID LAURIER A FAIT RECULER L'IMPÉRIALISTE D'UN GRAND BOUT."

Vous trouverez ces propres paroles dans un rapport publié par le *Star*, l'organe attitré de Sir Charles à Montréal.

Il professe une allégeance étrangère

Le Canadien-français qui se dit fier de son sang et de son origine

Dans son édition du 9 novembre 1899, le *Star* de Montréal publia ce qui suit :

" Au banquet offert à M. Herbette à l'hôtel Windsor, à Montréal, le 9 octobre, M. Tarte disait :

" Je reviens de France où j'ai reçu les soins médicaux que la science " française peut donner et je reviens au Canada plus français que jamais.

" Je suis ministre dans un cabinet anglais et j'ai le droit de me déclarer " français. Je vous dis ceci : si le fait de me déclarer sujet anglais devait " m'empêcher d'être français je refuserais d'être citoyen britannique.

" Nous ne proférons pas de vaines menaces, l'urne électorale est là " pour nous défendre le plus efficacement possible. Nous vivons heureux " et libres sous le régime anglais, mais la France est toujours la patrie de " nos cœurs ! "

....

" Nous pensons que ce langage est déplacé dans la bouche d'un ministre de la Couronne dans une colonie anglaise.

" Si d'autres ministres de la Couronne, n'ont pas encore fait remarquer à M. Tarte combien son langage est inconvenant, ces ministres méritent le blâme autant que M. Tarte lui-même.

" Le langage de M. Tarte se conciliant mal avec sa position, il serait peut-être convenable de concilier sa position avec ses paroles en le renvoyant du ministère et lui permettre ainsi de prendre telle position qu'il lui semblera utile et de professer SANS INCONVÉNIENTS L'ALLÉGEANCE ÉTRANGÈRE DE SON CHOIX.

" Dans des circonstances ordinaires les paroles regrettables de M. Tarte pourraient être passées sous silence, mais en présence de l'attitude AMBIGUE DU GOUVERNEMENT SUR DES QUESTIONS D'INTÉRÊT IMPÉRIAL, LES DÉLCLARATIONS ANTI-ANGLAISES DE M. TARTE ACQUIÈRENT UNE IMPORTANCE PLUS QU'ORDINAIRE ET QU'ELLES N'AURAIENT PAS EN D'AUTRES TEMPS.

" Les populations du Canada qu'elles soient de langue française ou de langue anglaise n'ont aucune sympathie pour les ennemis de l'empire."

Ainsi, d'après le *Star* de Montréal, qui est le centre de l'organisation politique à laquelle Sir Charles Tupper préside, tout Canadien-français qui garde son orgueil national et qui ne craint pas d'affirmer sa nationalité, " PROFESSE UNE ALLÉGEANCE ÉTRANGÈRE ! "

Sir Charles Tupper n'a jamais répudié les paroles du *Star !*

Toujours la duplicité, toujours le double jeu

Le *Citizen* d'Ottawa, en date du 5 octobre 1899, disait ce qui suit :

"Au lieu de s'empresser de saisir l'occasion qui se présente DE CIMENTER L'UNION DE TOUTES LES PARTIES DE L'EMPIRE, LE CANADA SE FAIT LA RISÉE DES COLONIES SŒURS ET DE L'EMPIRE BRITANNIQUE TOUT ENTIER.

"NOTRE PARTICIPATION AUX CHARGES IMPÉRIALES continuera à n'être enregistrée que dans la rubrique des résolutions de carton. Elle ne sera jamais autre chose qu'une protestation creuse de fidélité.

" Mais que l'on s'en souvienne dans les sphères ministérielles : c'est le peuple qui élit ses gouvernants ! "

Que signifie ce langage du *Citizen*, l'organe en chef de Sir Charles Tupper à Ottawa.

Il veut dire que dans l'opinion du parti dont le *Citizen* est le porte-voix, " notre participation aux charges impériales " doit se manifester d'une façon tangible, et que pour " cimenter l'union de toutes les parties de l'Empire," il faut que le Canada prenne part à toutes les guerres extérieures de l'Angleterre. N'empêche que les bleus de Québec, dans le fameux pamphlet No. 6, dénoncent violemment Sir Wilfrid Laurier pour **de prétendues tendances impérialistes.**

Toujours la duplicité, toujours le double jeu !

" French Papist "

Comment on désigne sir Wilfrid Laurier dans les loges orangistes

Une loge orangiste du comté de Middlessex, Ont., a tenu une réunion sous la présidence d'un Vénérable nommé Mark Roberts. Ce Mark Roberts a prononcé un discours haineux dont nous détachons le passage suivant :

"In many ways we have reason to feel ashamed of our Federal Govern-
" ment at Ottawa. HEADED AS IT IS BY BY A FRENCH PAPIST,
" and dominated by another, by the name of Tarte, both of whom are I believe,
" rebels in their hearts. However, the presence at Ottawa of Mr. Clark
" Wallace furnishes some relief. We can feel safer, when we know we
" have so good a sentinel as he is on the watchtower."

TRADUCTION

A divers points de vue, nous avons raison d'avoir honte de notre gouvernement fédéral à Ottawa, dirigé comme il l'est par un papiste français et dominé par un

autre du nom de Tarte, tous deux, j'en suis convaincu, étant des rebelles jusques au fond du cœur. Toutefois, la présence à Ottawa de M. Clark Wallace nous apporte quelque soulagement. Nous nous sentons plus en sureté quand nous savons qu'une aussi vaillante sentinelle monte la garde.

C'est la campagne de haines et de préjugés qui se poursuit partout contre Laurier, au Nouveau Brunswick par Hetherington, le bras droit de M. Foster, au Manitoba, par M. Hastings, le bras droit de M. Hugh John Macdonald, dans Ontario, par Clarke Wallace et tous ses pareils.

Et dire que ce sont là les alliés de M. Bergeron et de M. Casgrain !

Electeurs du Canada, Canadiens-français et Canadiens-anglais, le parti tory est aujourd'hui aux mains des plus mauvais éléments.

SOYEZ EN GARDE !

M. Menier et l'Ile Anticosti

On sait que M. Henri Menier, le grand capitaliste français, a acheté l'Ile d'Anticosti.

Cette île appartenait naguère au gouvernement de la province de Québec qui l'a cédée, il y a plusieurs années, à une compagnie anglaise. C'est de cette compagnie anglaise que M. Menier en fit l'acquisition.

Il y avait sur l'île, au moment où M. Menier en prit possession, un certain nombre de pêcheurs canadiens français et quelques méthodistes écossais, venus de l'Ile de Terreneuve.

Il arriva que quelques-uns de ces colons refusèrent de se soumettre aux règlements faits par le propriétaire de l'île. On se souvient des longs démêlés qui eurent lieu entre eux et le représentant de M. Menier à Anticosti, M. Comettant. Que M. Comettant ait eu tort ou raison, que les pêcheurs d'Anticosti aient eu tort ou raison, Sir Wilfrid Laurier et le gouvernement fédéral n'étaient sûrement point responsables de la conduite ni de l'un ni des autres. Le gouvernement fédéral n'a pas été partie à la vente de l'Ile d'Anticosti, qui est, pour toutes les fins civiles, soumises aux lois de la province de Québec.

Eh ! bien, parce que M. Menier, un "French Man," a demandé à des gens parmi lesquels se trouvaient des méthodistes ayant élu domicile sur sa propriété, à observer certains règlements de chasse et de pêche, Sir Wilfrid Laurier, ainsi que tout son gouvernement, a été violemment dénoncé par toute la presse conservatrice anglaise.

Pourquoi a-t-on agi de la sorte si ce n'est dans le but de soulever le fanatisme des provinces anglaises contre le "FRENCH CANADIAN PREMIER ?"

D'une question de propriété pure et simple, les gazettes tories ont fait une question de race et de religion !

La duplicité tory a propos de la question des écoles

La presse conservatrice de Québec fulmine chaque jour contre le gouvernement Laurier, à cause de la situation nouvelle faite à la minorité catholique du Manitoba, par l'arrangement Laurier-Greenway conclu en novembre 1896. Sous prétexte que la justice obtenue pour nos compatriotes manitobains n'est pas suffisante, elle accuse M. Laurier d'avoir trahi sa race et sa province.

Or, pendant que les conservateurs de Québec affirment que la minorité manitobaine, n'a pas obtenu assez, les conservateurs du Manitoba et des autres provinces reprochent violemment à M. Greenway d'avoir cédé à la pression de ses amis d'Ottawa, et d'avoir trop accordé à la minorité.

En Novembre 1898, les torys du Manitoba se sont réunis en assemblée plénière, à Miamic. Les principaux orateurs de la circonstance furent M. Hugh John Macdonald, M. Hastings et M. Toombs. M. Toombs, entre autres, attaqua avec virulence M. Greenway, l'accusa d'avoir trop fait de concessions à la population française et catholique. Voici du reste ses paroles, telles que rapportées par le *Morning Telegram* de Winnipeg, organe officiel de M. Hugh John Macdonald :

"Le résultat de cet arrangement, a-t-il dit, a été de DONNER AUX CATHOLIQUES ROMAINS, LE DROIT D'ENSEIGNER LEUR RELIGION, ET D'AVOIR DES INSTITUTEURS CATHOLIQUES ET FRANÇAIS DANS TOUTE LA PROVINCE, UN ÉTAT DE CHOSES QUI N'EXISTAIT PAS, MÊME AVANT 1890, ET QUE LES CATHOLIQUES ROMAINS EUX-MÊMES N'AVAIENT JAMAIS OSÉ DEMANDER AU GOUVERNEMENT GREENWAY. M. Greenway a oublié toutes ses déclarations relatives à cette question, et, en agissant ainsi, il a trompé la confiance que l'électorat du Manitoba lui avait accordée."

Remarquons en passant que M. Toombs est le Grand-Maître des orangistes, et en même temps l'un des lieutenants de M. Hugh John Macdonald au Manitoba.—

M. W. H. Hastings, qui lui succéda à la tribune, ne fut pas moins explicite. M. Hastings est l'organisateur du parti conservateur dans la province du Manitoba. Voici, d'après le rapport du *Telegram*, ce qu'il dit en cette occasion :

"Le gouvernement Greenway A PERMIS AUX ÉCOLES CATHOLIQUES DE TOUTE LA PROVINCE DE SE SERVIR DE LEURS ANCIENS LIVRES, DE CONSERVER LEURS INSTITUTEURS, D'ENSEIGNER LA RELIGION CATHOLIQUE ET LA LANGUE FRANÇAISE, ET DE RECEVOIR LES ALLOCATIONS DU GOUVERNEMENT. La seule concession faite par ces écoles catholiques en

retour, a été d'autoriser le gouvernement à déclarer que les dites écoles avaient cessé d'être catholiques romaines, et étaient désormais des écoles nationales publiques. Et on a de plus recommandé, comme fiche de consolation pour la majorité anglaise et protestante, de tenir secrète la manière dont ces écoles étaient conduites."

M. Hugh John Macdonald assistait à cette assemblée et a entendu ces paroles. Il ne les a point désavouées. Bien au contraire, il a applaudi à ce langage, propre à soulever les préjugés de race et de religion, contre le cabinet fédéral et contre le gouvernement de M. Greenway.

Nous sommes et nous resterons des Français

Salutaire leçon donnée à Sir Charles Tupper par Sir Charles Dilke

Sir Charles Tupper, parlant sur l'adresse au début de la session de 1900, a reproché à l'hon. M. Tarte d'avoir déclaré à diverses reprises que les Canadiens-Français de la province de Québec sont restés et ont l'intention de rester des français, tout en étant des loyaux sujets de la Reine.

Le ministre des Travaux Publics s'est chargé de répondre lui-même au vieux baronet à la séance de la Chambre des Communes, le 20 février 1900.

"L'honorable chef de l'opposition, a-t-il dit, a cité—ou plutôt dénaturé—un extrait du discours que j'ai prononcé à un banquet donné en l'honneur de M. Herbette, un Français distingué que j'avais rencontré en France et qui, l'automne dernier, était de passage à Montréal. Voici les paroles que j'ai prononcées, paroles dont l'honorable député (sir Charles Tupper) n'a cité qu'une partie :

" Je ne serais pas loyal sujet de la Reine, s'il ne m'était permis d'être français."

L'honorable chef de l'opposition n'a cité que cette phrase ; cependant, j'ajoutais :

" Il est peu de gens dans ce pays, il n'y a que quelques fanatiques, qui songent à nous nier le droit d'être Français.

Si Sir Charles Dilke eut été à Londres lorsque je visitai il y a quelque temps cette grande ville, je serais allé le remercier des paroles qu'il a écrites à notre endroit dans un livre publié récemment sous le titre " The British Empire." Savez-vous ce que dit Sir Charles Dilke dans son livre :

" Il y a probablement peu de mes lecteurs qui ont besoin d'assurances nouvelles au sujet de la loyauté de la population canadienne-française et de son respect pour le lion britannique. Nous avons conquis les Canadiens-français à la suite d'une lutte terrible entre l'Angleterre et la France pour la prépondérance dans le Nouveau-Monde, lutte qui ravagea l'Europe, les

Indes et l'Amérique, et qui ensanglanta les mers. Un grand nombre d'années après la conquête du Canada, nous avions si peu compris l'importance de préserver les bonnes relations qui avaient subsisté pendant une certaine période, que nos sujets Canadiens-français prirent les armes pour défendre leur liberté, leur langue et leur religion, au commencement du règne de Notre Souveraine. Ils sont maintenant sous les admirables institutions que notre tardive sagesse leur a accordées, peut-être les plus loyaux entre les peuples qui vivent sous la Couronne britannique, et ils sont ainsi, quoi qu'ils soient restés ardemment français, fiers de leur race et de son histoire et profondément attachés à leur langage et à leur littérature.

"La double allégeance des Canadiens-français, d'une part à la couronne britannique et aux institutions dont ils jouissent sous sa protection, et d'autre part, non pas à une puissance étrangère, mais à leur propre race et à leur littérature, est l'un des plus intéressants spectacles que l'univers puisse offrir à notre admiration. Le désir des Canadiens-français de rester français d'esprit nous a valu leur concours dans nos guerres avec nos colons d'Amérique, qui étaient leurs anciens ennemis ; et il est très probable que la province de Québec et l'élément français dans le Nord-Ouest canadien demeureront toujours, par leurs sympathies, plutôt britanniques qu'américains."

C'est justement ce que j'ai dit dans cette circonstance et ce que je répète aujourd'hui—nous restons profondément Français tout en étant sincèrement attachés aux institutions britanniques. Telle est l'attitude que nous prenons et que nous entendons conserver. J'ai une absolue confiance dans le développement de ma race sous le soleil du Canada. Sous les institutions britanniques, nous nous sommes développés d'une façon que je puis appeler merveilleuse. Nous ne sommes pas Anglais et, nous n'avons pas l'intention non plus de le devenir. Nous sommes et nous entendons rester Français pour une raison bien simple, c'est que nos pères et nos mères l'étaient et que nous n'avons aucun sujet de rougir d'eux."

Une Menace

Pour clore ce dossier, nous ne pouvons mieux faire que reproduire un article du *News*, dans lequel ce fanatique organe de Sir Charles Tupper menace les Canadiens-Français de la plus insolente façon :

"**We can tell Honourable Mr. Tarte and his French compatriots that the people of this Province are thinking hard just now. They are opening their eyes to the true character of their French neighbors, and they are forming convictions that will have their fruition sooner or later in depriving the French-Canadians of the special privileges that were granted to them by the treaty of Paris.**

Unless the British Canadians of this Province are cravens, they will not tolerate a condition of subjection to the French Canadians, and if through the ballot boxes there is no redress, they will find other means of emancipating themselves from the dominance of an inferior people that peculiar circumstances have 'placed in authority in the Dominion."

(TRADUCTION)

"Nous pouvons dire à M. Tarte et à ses compatriotes français que le peuple de la province d'Ontario se livre à de sérieuses réflections en ce moment ; il ouvre les yeux sur le vrai caractère de ses voisins français ; il se forme des convictions qui auront pour résultat, tôt ou tard, de priver les Canadiens-français des privilèges spéciaux qui leur ont été accordés par le traité de Paris.

A moins que les Canadiens-anglais de cette province ne soient des lâches, ils ne tolèreront pas un état de sujétion aux Canadiens-français. Et s'ils ne trouvent pas un remède dans la boîte au scrutin, ils trouveront d'autres moyens de se soustraire à la domination d'une population inférieure que des circonstances particulières ont placés à la tête du gouvernement du pays."



Table des matieres

PAGES